

L'Étincelle



Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

PSA Poissy

Lundi 25 mars 2019

La guerre sociale est déclarée

Des milliers de manifestants ont à nouveau battu le pavé samedi dernier, sous haute surveillance policière... et militaire. Après l'incendie du Fouquet's la semaine dernière, on avait l'impression, à entendre Macron et son gouvernement, que le pire était arrivé. Que des maternités ferment, mettant en danger la vie des femmes et de leurs enfants à naître, que trois millions de personnes se privent de tout, même de produits d'hygiène de base, selon un sondage de l'Ifop pour l'association Dons Solidaires, que des millions de familles voient leur compte en banque vide le 10 du mois... ce sont les « dommages collatéraux » du capitalisme. Mais brûler le Fouquet's, quand même ! Où trouver désormais un brunch à 95 euros ?

Alors, comme le disait une manifestante Gilet jaune dans un coup de gueule sur LCI : « Arrêtez, bon sang, d'inverser systématiquement la situation. C'est révoltant, ce pays ! Vous êtes en train de passer en boucle des vitrines cassées. Qu'est-ce qu'on en a à faire que le Fouquet's ait cramé ! »

Macron nous fait la guerre, et sa police aussi...

Paris dans les flammes ? Du point de vue du gouvernement, il ne fallait pas en rester là. Il fallait réagir, revenir du ski dare-dare, et menacer, comme toujours, les manifestants... et l'ensemble de la population. En passant à la vitesse supérieure. Pour les Gilets jaunes, recours aux militaires et à l'opération Sentinelle.

Les commentaires n'ont pas manqué sur ce que cette annonce révèle de l'état d'esprit de ce gouvernement : les manifestants considérés comme des ennemis intérieurs, voire comme des terroristes.

À Paris, le préfet de Police a sauté, remplacé par le préfet de Bordeaux, qui s'est illustré par la violence avec laquelle les manifestations ont été réprimées dans sa ville, et que certains de ses collègues qualifient de « fou furieux ». Et c'est à lui que Castaner conseille de prendre modèle sur Clemenceau, « dont la main n'a jamais tremblé ». Une référence qui prend tout son sens, quand on sait que Clemenceau, en tant que ministre de l'Intérieur, puis Premier ministre, a fait tirer sur des grévistes à plusieurs reprises dans les années 1906-1908.

Les retraités interdits de manifestations ?

Et voilà que Macron, suite aux graves blessures d'une septuagénaire lors d'une charge policière à Nice

contre un rassemblement de Gilets jaunes, a l'indécence de l'appeler à « une forme de sagesse ».

En haut ils font cramer l'hôpital, l'enseignement public, les transports, nos retraites et nos emplois

Car ce sont l'ensemble des travailleurs et des classes populaires qui sont la cible de ces menaces, et pas seulement les Gilets jaunes révoltés par le mépris du gouvernement et son refus de répondre à leurs revendications.

Les récentes déclarations d'Agnès Buzyn, ministre de la Santé, illustrent ce climat d'insécurité... sociale. Elle évoque la possibilité d'allonger encore la durée du travail pour avoir droit à une retraite. Alors que l'espérance de vie en bonne santé est inférieure à 65 ans, tout particulièrement pour les ouvriers. Et que de nombreux salariés sont privés d'emploi.

Les annonces de suppressions d'emplois ont repris de plus belle ces derniers temps. Plus de 20 000 suppressions de postes sont annoncées dans l'automobile en Europe, et de nombreux sous-traitants sont menacés. Après Conforama, c'est Castorama qui annonce des fermetures de magasins. General Electric supprime 800 emplois à Belfort... la liste des entreprises concernées est longue.

Alors, face à cette guerre sociale que patronat et gouvernement nous déclarent, soyons unis nous aussi. Salariés du public et du privé, embauchés ou précaires, Gilets jaunes et sympathisants, il faut continuer à occuper la rue et donner une nouvelle ampleur au mouvement. La bourgeoisie et ses serviteurs nous craignent, car tous ensemble, nous pouvons bloquer le pays.

Le problème de la direction, pas le nôtre

Depuis plus d'une semaine, tous les jours, il y a le numéro vert pour risque de manque de pièces : des traverses arrière. PSA fait joujou avec notre emploi du temps, mais on n'a rien à voir avec ses difficultés d'approvisionnement. PSA gère mal et ce serait à nous de nous adapter : et puis quoi encore ?

On trime vraiment pour rien

La D34 est en pleine montée de cadence en équipes 12 et 22. Mais pour nous ce qui augmente surtout, ce sont les problèmes à la production : mauvais équilibrage, D34 trop rapprochées, manque de place et de temps... Tout ça pour quoi ? Beaucoup d'entre elles finissent à la poubelle : des problèmes de conceptions n'ont pas été assez traités en amont, car la direction n'y a pas du tout mis les moyens.

D34, ça sent pas bon...

Montage B2, dans la nuit de mercredi à jeudi, la direction a fait lancer la D34 trop tôt en équipe C. Elle avait oublié que trop peu d'ouvriers avaient été formés en équipe de nuit. Elle a donc demandé à des ouvriers spécialisés du projet de venir de chez eux en urgence à 6h du matin sur HC1. Ça a mis la pagaille pendant toute la semaine. Au niveau de l'électricité, les problèmes se multiplient et on colle caoutchouc et mousses pour pallier aux défauts d'acoustique.

Des hauts responsables jouent peut-être leur tête, mais ils sont les seuls coupables. Nous n'assumerons aucune conséquence.

Divisions artificielles

Aux quais du B2, la direction cherche à remplacer les caristes PSA par des intérimaires du sous-traitant Veolia. Depuis des mois, les salariés PSA de la Qualité sont remplacés par des intérimaires des sous-traitants Trigo. La direction cherche à diviser pour régner en faisant faire le même travail à des salariés de différents statuts. Ne tombons pas dans le piège, le vrai problème que nous avons c'est de nous battre pour faire embaucher au statut CDI chez PSA, et aux meilleures conditions, tous les sous-traitants et intérimaires qui le souhaitent.

Campagne pour les syndicats béni-oui-oui

Avant les élections du 18 avril sur le site de PSA Poissy, la direction s'agite en faisant des réunions avec des chefs et moniteurs pour les inciter à faire passer la consigne de « bien voter ». Pas sûr que ça marche car les RU et moniteurs ont trop de travail pour s'encombrer à jouer en plus les agents électoraux pour les syndicats proches de la direction.

En plus, avec la baisse importante de production annoncée en 2020 et la fin de l'équipe de nuit, beaucoup de membres de la hiérarchie, comme les ouvriers, sont sur un siège éjectable : une raison en plus pour se rebeller contre la direction.

Salariés précaires, mais exploitation permanente

La semaine dernière, 45 intérimaires de SMRC, un sous-traitant de PSA Sochaux près de Belfort (qui fabrique des pièces pour tableaux de bord) se sont mis en grève pour réclamer 500 € de prime de Gilets jaunes comme les CDI. Protestant contre l'absence de prime, un intérimaire expliquait : « *La boîte tourne beaucoup avec les intérimaires, on est en majorité, on est tous en train de travailler pareils et on trouve ça injuste* ». Dans cette entreprise comme ailleurs, tous les intérimaires ont de bonnes raisons de réclamer d'être traités comme les CDI.

Selon le gouvernement, seuls 2 millions de salariés ont touché la prime Gilets jaunes, sur plus de 25 millions de salariés, ça ne fait vraiment pas beaucoup.

De Paris à Alger, solidarité !

Pour le 5^e vendredi consécutif, les Algériens sont descendus dans des grandes villes pour exiger le départ du président Bouteflika. Face au report sans date de l'élection, qui a accompagné le retrait de la candidature, les grèves se multiplient.

Après les étudiants, lycéens et enseignants, c'est le tour des ouvriers. Dans la zone industrielle de Rouïba près d'Alger, des cortèges ont réuni plusieurs secteurs : ceux de la SNVI (production de véhicules industriels), ceux de Saptia (ponts et travaux d'art), de Divindus (construction aluminium) et d'Hydro Aménagement (travaux publics). Les travailleurs de Maggi ont fait débrayer ceux de Pepsi-Cola et de Coca-Cola. Dans d'autres zones industrielles, comme à Bejaïa à l'est du pays, toutes les usines étaient à l'arrêt.

Plusieurs politiciens tentent de jouer leur carte en se montrant dans les manifestations (que beaucoup avaient d'abord dénoncées). Mais seuls les travailleurs, par leur grèves et leur organisation en toute indépendance pourront offrir une issue au mouvement.

Vive la lutte des enseignants au Maroc !

Au Maroc, les enseignants contractuels sont en lutte depuis des mois. Sur 240 000 enseignants, 55 000 sont contractuels. Malgré la répression policière, ils étaient des milliers à défilé une nouvelle fois ce dimanche à Rabat. Ils se sont déjà constitués en coordinations et sont soutenus par les enseignants permanents. Ils réclament le même salaire que leurs collègues permanents (460 € par mois), les mêmes droits à la retraite et la stabilité de l'emploi.

Dans 2 semaines, versez à la collecte L'Étincelle !

Mardi 9 avril au soir et mercredi 10 midi, nos diffuseurs seront de nouveau aux portes afin de recueillir vos contributions pour soutenir le bulletin *L'Étincelle*. Si vous appréciez ce bulletin et que voulez contribuer à sa parution, préparer dès maintenant vos pièces, billets, chèques ou cartes bleues !